

print

Le drame de la Centrafrique: Une autre prédation humaine occidentale

De [Chems Eddine Chitour](#)

Global Research, décembre 27, 2013

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/le-drame-de-la-centrafrique-une-autre-predation-humaine-occidentale/5362783>

«Il pleut toujours là où c'est mouillé»

Proverbe africain

Ce proverbe résume le destin des pays africains faibles qui, pour leur malheur disposent de réserves minières convoitées. Encore une fois et pour ne pas changer l'Afrique se signale par un énième conflit. Souvenons-nous en décembre c'était le Mali aux prises avec les islamistes d'Al Qaïda en décembre 2013. C'est un autre pays, la Centrafrique, aux prises dit-on depuis quelque temps à un conflit religieux. La France a été appelée à intervenir pour faire régner l'ordre après y avoir entretenu le désordre... Brève présentation de la Centrafrique.

Brève histoire et géographie de la République centrafricaine

La République centrafricaine, est un pays d'Afrique centrale, dont la population est estimée à 4.500.000 habitants, pour une superficie d'environ 623.000 km². Le pays est partagé entre savanes et forêt équatoriale (au Sud), et connaît pour l'essentiel un climat tropical. La Centrafrique (RCA) est un pays enclavé sans accès à la mer. La République centrafricaine dispose par ailleurs de nombreuses ressources naturelles, notamment l'uranium, l'or et les diamants. Le pétrole et l'énergie hydroélectrique sont d'autres ressources potentiellement importantes mais inexploitées à ce jour. Les Français colonisèrent la région à la fin du xix^e siècle et l'administrèrent sous le nom d'Oubangui-Chari. Le projet colonial français, avait pour objectif de traverser le continent africain d'ouest en est. Ce projet est stoppé net en 1898 à Fachoda, par les Anglais (on parle du fameux complexe français de Fachoda).

Le premier chef de l'État, Barthélemy Boganda, est considéré comme le père de la nation centrafricaine. En 1965, lors du «coup d'État de la Saint-Sylvestre», le sergent Jean-Bedel Bokassa renverse son cousin David Dacko et prend le pouvoir. On sait que les diamants de Bokassa – scandale qui éclaboussa le président Giscard D'Estaing- lui permirent d'avoir un sursis pour régner, voire devenir un empereur dont le journal satirique français le Canard enchaîné a pu écrire que «son état empirait».

En septembre 1979, «l'opération Barracuda», organisée par la France, renverse Bokassa et remet au pouvoir David Dacko. En effet, Bokassa se rapprochait de plus en plus de Kadhafi dont la politique au Tchad est en contradiction complète avec les intérêts français. David Dacko lui succède encore brièvement. Il sera chassé du pouvoir le 1er septembre 1981 par le général André Kolingba, qui établit un régime militaire. Jusqu'en 1993, année où, suivant le courant de démocratisation lancé par le sommet de La Baule, en France sous le président Mitterrand, Ange-Félix Patassé désigné par la France est élu président de la République. En 2001, une tentative de coup d'État provoque de violents affrontements dans la capitale, Bangui. Après une nouvelle série de troubles et malgré l'intervention de la communauté internationale (Minurca), le 15 mars 2003, le général François Bozizé réussit, avec

l'aide de militaires français (deux avions de chasse de l'armée française survolaient Bangui pour filmer les positions des loyalistes pour le compte de Bozizé) et de miliciens tchadiens (dont une bonne partie va rester avec lui après son installation au pouvoir.» (1)

«Une élection présidentielle a eu lieu, après plusieurs reports, le 13 mars 2005, L'accession à la présidence de Bozizé est violemment contestée et une première guerre civile ravage le pays entre 2004 et 2007, jusqu'à la signature d'un accord de paix en France. Cependant, les rebelles reprennent les armes fin 2012, lançant une série d'attaques démarrant la deuxième guerre civile de Centrafrique. Le 24 mars 2013, les rebelles de la coalition Seleka s'emparent de Bangui et Bozizé s'enfuit. Michel Djotodia s'autoproclame président de la République centrafricaine. Mais les nombreuses exactions commises par les miliciens de la Seleka, majoritairement musulmans, amènent l'insécurité dans le pays, et des milices chrétiennes d'auto-défense, les anti-balaka se forment. Le conflit débouche sur une situation «pré-génocidaire» selon la France et les États-Unis. Le 5 décembre 2013, une résolution de l'ONU permet à la France d'envoyer des troupes armées en Centrafrique (opération Sangaris) aux fins annoncées de désamorcer le conflit et de protéger les civils.

L'acharnement sur la Centrafrique pour cause de richesse

Pourquoi cet acharnement pour le pouvoir et pourquoi la sollicitude permanente de la France, ancienne puissance coloniale? Est-ce une guerre ethnique? Est-ce un conflit religieux? D'après le World Factbook de la CIA (USA), près de 50% de la population est chrétienne dont 25% de catholiques et 25% de protestants. 15% des habitants sont de religion islamique. Le reste de la population, soit environ 35%, reste fidèle aux religions africaine traditionnelles (animisme, génies, ancêtres, divinités).

La réponse est donc surtout économique. Les Centrafricains avant les interférences vivaient en bonne intelligence. La culture du coup d'Etat permanent est entretenue de l'extérieur, notamment de la France avec sa politique gravée dans le marbre de la Françafrique- France à fric- pourrions nous être tenté de dire, qui peut prendre des formes différentes. La deuxième raison concerne les richesses de ce pays. Bien qu'il soit très arriéré du point de vue économique, le revenu par habitant vaut 350 dollars en 2007. L'agriculture représente 55% du PIB. La croissance était 2% en 2005. L'activité minière (or et diamants) constitue l'autre ressource importante de la République centrafricaine en matière de recettes d'exportation. Il faut signaler la présence de multinationales dont Areva: le Groupe industriel français spécialisé dans l'exploitation de l'uranium de la région de Mbomou à Bakouma.

Archéologie récente du conflit

Si on remonte plus loin, on s'aperçoit que le conflit larvé avec des interférences extérieures date pour la période récente de la fin de l'année dernière. Patrick O'Connor écrit: «Les Etats-Unis et la France sont en train d'envoyer des troupes supplémentaires en République centrafricaine (RCA) alors que les milices anti-gouvernementales progressent vers la capitale Bangui. L'intervention fait partie d'un renforcement plus général des opérations militaires impérialistes sur l'ensemble de l'Afrique alors que Washington et ses alliés européens s'efforcent de maintenir leur domination stratégique sur le continent et le contrôle de ses ressources naturelles ». (2)

« Les Etats-Unis et la France menaient déjà des opérations militaires en RCA avant qu'une offensive des rebelles ne menace de renverser le gouvernement du président François Bozizé. (...) Washington a profité de la crise pour consolider davantage ses opérations militaires en Afrique. Le déploiement en RCA qui a eu

lieu quelques jours à peine après l'annonce de l'armée américaine qu'une brigade armée spéciale forte de quelque 3500 soldats allait mener des activités continues partout sur le continent. Une nouvelle ruée sur l'Afrique est en cours. (..) Derrière l'attitude fautive de la «non-intervention», le gouvernement français travaille incontestablement main dans la main avec le gouvernement américain pour déterminer l'issue de la crise en République centrafricaine.(2)

La cause de toutes ces sollicitudes? On n'est pas naïf au point de croire que c'est la raison humanitaire. Patrick O' Connor décrit l'influence *soft* de Chine que les Occidentaux combattent: «Le 17 juin 2009, l'ambassadeur américain Frederick Cook avait envoyé un câble disant, «relations France-RCA sérieusement sous tension,» (...) Une autre dépêche envoyée cinq mois plus tard était intitulée «L'influence chinoise grandissante en RCA est évidente. Il ajoutait qu'environ 40 officiers de l'armée de la RCA étaient formés tous les ans en Chine, contre les deux ou trois officiers qui allaient aux Etats-Unis et les 10 à 15 en France. En montrant clairement les calculs prédateurs qui se cachent derrière la présence américaine et française en République centrafricaine, le câble faisait référence aux «riches ressources naturelles inexploitées» du pays en prévenant: les investissements français étant moribonds et l'influence française de façon générale en déclin, les Chinois en toute probabilité se positionnent comme étant le principal bienfaiteur de la RCA en échange de l'accès aux vastes dépôts d'uranium, d'or, de fer, de diamants et probablement de pétrole. (3)

La détermination de la France à intervenir

La France déterminée a procédé par étapes: «Durant sa visite du 13 octobre à Bangui, la capitale de la Centrafrique, le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, a annoncé que la France déploierait des troupes supplémentaires dans le pays à la fin de l'année.

Des miliciens de la Seleka, dont beaucoup viennent du Tchad ou du Soudan voisin, ont été accusés à plusieurs reprises de saccager des églises et de terroriser les communautés chrétiennes. (...) Ce projet fait partie d'une multiplication des interventions militaires françaises en Afrique visant à garantir les intérêts géostratégiques français et à contenir l'influence croissante de la Chine sur le continent. En moins de trois ans, la France a déjà mené trois guerres en Afrique, en Libye, en Côte d'Ivoire, et celle toujours en cours au Mali. En décembre 2012, les forces rebelles de la Seleka sont passées à l'attaque contre les forces du président alors en place, François Bozizé, s'emparant de villes dans le nord et l'est du pays. La Seleka a accusé le gouvernement de revenir sur les accords de paix de 2007-2008 qui imposaient de payer les guérilleros rebelles et de les intégrer dans l'armée nationale.» (4)

Pour rappel, le 11 janvier 2013, les accords de Libreville ont temporairement empêché un coup d'état et initié un accord de partage du pouvoir. L'accord n'a toutefois eu qu'une courte durée; les forces rebelles de la Seleka, avec le soutien tacite des puissances impérialistes, ont lancé une offensive contre les forces de Bozizé. Bozizé a été renversé le 24 mars, et le chef rebelle Michel Djotodia s'est déclaré président. Paris s'est retourné contre Bozizé quand celui-ci a infléchi sa politique en faveur de la Chine et passé des accords bilatéraux sur les investissements, le commerce et le développement d'infrastructures. C'est dans ces conditions que Paris a soutenu la coalition Seleka. La Seleka est constituée de factions armées dissidentes venant du Nord-Est, et dominée par les musulmans, comme l'Ufdr et la Convention des patriotes pour la justice et la paix.(4)

La première semaine de décembre, le gouvernement français a donc lancé l'opération Sangaris. Officiellement, il est question de sauver la population

menacée par un conflit interne. (...) Après la Côte d'Ivoire en 2010, la Libye en 2011 et le Mali en 2012, c'est donc au tour de la Centrafrique d'être le théâtre d'une intervention militaire française sur le continent africain. Le président François Hollande a qualifié l'opération d' «humanitaire», et a ajouté que «les Français doivent être fiers d'intervenir quelque part sans intérêts». (5)

Tony Busselen invite à ne pas être naïf, il poursuit:

«Quoique... Le mercredi 4 décembre, Hubert Védrine, ancien ministre des Affaires étrangères et collaborateur proche de Mitterrand entre 1981 et 1995, rend public un rapport commandé par le ministre de l'Économie, Pierre Moscovici, 15 propositions pour une nouvelle dynamique économique entre l'Afrique et la France. Védrine note: «Entre 2000 et 2011, la part de marché de la France au Sud du Sahara a décliné de 10,1% à 4,7%.» Jeudi 5 décembre, la France obtient un consensus au Conseil de sécurité de l'ONU autour de la résolution 2172 pour une nouvelle intervention dans la République centrafricaine (RCA). Cette résolution est un compromis assez compliqué. La France aurait voulu, comme au Mali, une mission de l'ONU qu'elle viendrait appuyer. Mais, vu la résistance de l'Union africaine, cette option d'envoi d'une mission des Nations unies sera rediscutée dans trois mois. Entre-temps, l'Union africaine déploiera une mission de 6000 hommes (Misca) qui remplacera les Forces africaines de la Communauté d'Afrique centrale (Fomac), actuellement présentes avec 1400 soldats. La France, de son côté, a reçu l'aval du Conseil de sécurité pour lancer une opération parallèle au Misca ». (5)

«Le même vendredi 6 décembre conclut Tony Busselen, Hollande préside un sommet à l'Élysée où sont invités 53 gouvernements africains. Lors de ce sommet, Hollande lance la proposition d'entraîner 20 000 soldats par an pour une force de l'Union africaine. (...) La France veut ainsi affaiblir l'Union africaine et renforcer des structures régionales plus contrôlables. Ces événements cadrent donc bien avec une stratégie visant à retrouver une hégémonie économique dans la région, aujourd'hui menacée par la montée de l'influence de pays émergents comme la Chine et l'Inde. Pas exactement une «intervention sans intérêts», donc (...) Si, aujourd'hui, la République centrafricaine est complètement K.O. et que l'anarchie y règne, c'est en grande partie la France qui en est responsable. Sur le plan économique aussi, le pays n'a jamais cessé de dépendre de la France. Ainsi, la société d'énergie française Areva décidait en 2010 de reporter l'exploitation de la mine d'uranium de Bakouma jusqu'au moment où le prix de l'uranium allait augmenter. De même, la politique monétaire du pays est définie à Paris par la Banque de France...» (5)

Conclusion

En 2050, le quart du monde sera africain. Ce qui positionne le continent qui regorge de richesse comme une destination incontournable des prédateurs. Cinquante ans après, le destin de l'Afrique est toujours décidé dans les anciennes officines. On est en droit de se demander si le temps de la Françafrique est révolu. C'est un fait, durant ce cinquantenaire, que l'Afrique n'a jamais connu la paix du fait des interférences des anciennes puissances coloniales, de la rareté des matières premières dont l'Afrique regorge et de l'apparition de nouveaux acteurs qui font à l'Afrique des propositions qu'elle ne peut pas refuser.

Devant toutes ces avanies, que pense-t-on que l'Afrique fait? Coordonne-t-elle en vue d'une sécurité alimentaire? En vue d'une médecine de qualité? Étudie-t-elle un développement endogène? Demande-t-elle qu'on la laisse en paix en alimentant en armes des belligérants ou en soutenant des tyrans qui refusent l'alternance? Rien de tout cela, sa «force d'action rapide» avec les armes des Occidentaux est devenue une vue de l'esprit. A titre d'exemple, le Tchad d'Idris Deby joue les chiens

de garde de la France tant qu'il est en odeur de sainteté jusqu'au prochain coup d'Etat. La politique française concernant ses «colonies», quel que soit le président a une longévité remarquable. Les pays francophones-anciens ont tous des dictateurs adoués par Paris.

En définitive au juste, pourquoi ce nouveau conflit? Apparemment l'excuse d'ingérence humanitaire est toute trouvée. Cette fois çï c'est le conflit religieux qui est mis en avant. Pendant ce temps les mêmes médias qui diabolisent avec une géométrie variable nous parle du Sud Soudan -arraché au Soudan-, qui se déchire pour le pétrole . Il y aurait des milliers de morts, une famine épouvantable et personne ne bouge si ce n'est Ban Ki Moon qui présente sa bourse vide pour recueillir l'aumône , auprès pays riches en vain. Ainsi va le Monde.

Professeur Chems Eddine Chitour

Ecole Polytechnique e np-edu.dz

1. La République centrafricaine Encyclopédie Wikipédia
2. Patrick O'Connor 04 janvier 2013 :
<http://www.mondialisation.ca/les-etats-unis-et-la-france-deploient-des-troupes-en-republique-centrafricaine/5317704>
3. Patrick O'Connor: L'armée française supervise un accord de partage Mondialisation.ca, 02 février 2013
4. <http://www.mondialisation.ca/la-france-va-intensifier-son-intervention-militaire-en-centrafrique/5355735>
5. République Centrafricaine: La France en quête d'influence Tony Busselen <http://www.michelcollon.info/Republique-Centrafricaine-La,4395.html>

Copyright © 2013 Global Research